



Bordeaux, Limoges, Poitiers, le 18 janvier 2018

Objet : réponse à votre courrier du 27 décembre 2017, envoyé aux agent.e.s de la Région

Monsieur le Président,

Contrairement à de nombreuses.x collègues, qui nous ont dit l'avoir déchiré ou jeté après la lecture de quelques lignes, nous avons attentivement lu votre courrier. Nous partageons pourtant la colère et l'amertume qu'ils ont ressenties dès les premières lignes.

Tout d'abord, nous sommes troublé.e.s d'apprendre que vous « fêtez » les deux ans d'existence de la Région. Le fait d'utiliser ce mot montre à quel point vous ignorez ou minorez la souffrance que bien des agent.e.s ont subie depuis 2 ans. Nous n'avons pour notre part rien à célébrer, à part, sans doute, ce salut inédit de votre part à l'engagement et au professionnalisme des agent.e.s, ainsi que l'attachement que vous affirmez « à la construction d'une administration qui concilie bien-être au travail et performance de l'action publique », bien loin de la réalité que l'ensemble des collègues vit au quotidien. Malheureusement, il en va de l'attachement au bien-être comme de l'amour : comme il n'y a pas d'amour sans acte d'amour, il n'y a pas de bien-être sans management bienveillant, sans reconnaissance de la réalité du travail réalisé et sans confiance envers la capacité des agent.e.s et de leurs représentant.e.s à analyser les dysfonctionnements et à proposer des correctifs.

Si la fusion est aussi impactante et douloureuse, c'est le résultat de décisions prises par vous et votre direction générale, la plupart du temps malgré notre opposition argumentée et basée sur les remarques de nos collègues. C'est bien votre décision de rassembler la quasi-totalité des DGA et des directeur.rice.s à Bordeaux qui conduit les collègues de Limoges et Poitiers à être largement écarté.e.s des postes décisionnels, à constater les suppressions de postes de leurs sites, à être dépossédé.e.s de nombre de dossiers... Ce sont bien vos décisions multiples de valider les organigrammes que nous avons contestés en comité technique qui nous obligent à « faire et défaire » à chaque nouvelle séance du comité technique et à modifier le fonctionnement des services. C'est bien votre refus de recruter et d'évaluer l'ensemble de managers et manageuses en fonction de leurs aptitudes dans ce domaine qui place nombre de nos collègues entre les mains de personnes qui ne les traitent correctement qu'eu égard à leur propre éthique et sens des responsabilités.

C'est aussi le résultat de décisions non prises. Les outils informatiques essentiels pour les agent.e.s des sièges auraient dû faire l'objet d'un traitement prioritaire il y a deux ans. Il est totalement inconcevable que nous en soyons encore là aujourd'hui, en pleine galère pour travailler ensemble sur les documents, avec des messageries différentes, des visioconférences aléatoires. Nous payons aussi les conséquences à Limoges et Poitiers, de votre incapacité à imposer à votre encadrement le moindre effort de répartition sur le territoire.

Alors maintenant, vous nous parlez d'effort en 2018, de projet d'administration, de dialogue social. **Comment voulez-vous que nous soyons convaincus ?** Des centaines de collègues se sont impliqués dans le projet d'administration de l'Aquitaine avant la fusion. Vous n'avez rien entendu et vous n'avez retenu que les deux sujets importants, certes, mais parmi les moins

connectés à nos conditions de travail : les circuits courts et le gaspillage alimentaire. Quant au dialogue social, comment osez-vous employer ce mot quand vous ignorez systématiquement les avis et les propositions des représentant.e.s du personnel au Comité technique et quand vous envoyez la troupe pour maintenir les grévistes à distance comme vous l'avez fait à Bordeaux le 18 décembre ?

La fin de votre courrier à propos des lycées est complètement incompréhensible et lunaire. Les besoins et les attentes des collègues sont largement connus. S'il n'y a pas eu de réponse c'est parce que ce n'est pas la priorité que vous fixez aux services et que vous ignorez de toute façon l'enjeu majeur des effectifs. Nos collègues de la direction des ressources humaines, de l'éducation, et des constructions, que vous oubliez, ont largement de quoi occuper leurs journées, il ne sert à rien de les envoyer recenser des difficultés qui vous indiffèrent et d'imaginer des solutions que vous ne voudrez pas financer. Il existe des centaines d'agent.e.s en attente de reclassement ou d'aménagement de poste, il existe des demandes, y compris au CHSCT, de travaux, il y a chaque année des milliers de journées d'absence au cours desquelles vous faites des économies sur le dos, souvent au sens propre, de nos collègues, il y a des encadrant.e.s maltraitant.e.s connu.e.s et qui continuent à agir en toute impunité, il existe des emplois du temps qui ne respectent pas les règles fixées par la Région, il existe des agent.e.s de l'Éducation nationale qui font faire le ménage de leur domicile par des agent.e.s de la Région... Etre attaché au bien-être des agent.e.s n'est pas compatible avec le fait d'utiliser le temps d'agent.e.s compétent.e.s et impliqué.e.s, dans ces directions et dans les autres, pour une pure opération de communication.

Et maintenant ?

Vous avez ignoré nos avis défavorables. Vous avez ignoré toutes nos alertes. Vous parlez de dialogue social, mais vous avez attendu le boycott des vœux 2017 pour lancer enfin un plan d'accompagnement au changement, vous avez attendu la manifestation du 18 décembre pour adresser un courrier aux agent.e.s et afficher une certaine prise en compte de la situation. Vous n'avez réagi qu'à un seul tract syndical en deux ans, le plus dérangeant signé par une seule organisation syndicale parmi nous.

Nous revenons au début de notre propos : ne parlez pas de dialogue social si vous ne répondez qu'à la force et à la provocation.

Nous sommes toujours disponibles pour le dialogue, indispensable pour améliorer le sort de ceux et celles que nous représentons. Après ce courrier, nous attendons des actes. Nous attendons un programme de travail validé, un calendrier, un périmètre de discussion et surtout que vous annonciez vous-même vos arbitrages.

Dans l'attente de réponses claires, nous vous souhaitons une belle année 2018, avec de nombreux moments de joie, cette joie profonde que procure le fait de mettre en cohérence ses paroles et ses actes.

L'intersyndicale